



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 04 octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'action du Gouvernement s'est appuyée sur le dialogue et la concertation avec tous les acteurs

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, lundi à Alger, que l'action gouvernementale s'était appuyée sur le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs économiques et des partenaires sociaux en vue de garantir le succès du processus d'édification de l'Algérie nouvelle.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La valeur des transferts sociaux dépasse plus de 5.000 milliards DA/an

Le budget annuel affecté aux transferts sociaux a dépassé les 5.000 milliards DA, a fait savoir, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Présentant la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Benabderrahmane a précisé que ce montant englobait les transferts sociaux directs et indirects.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finance islamique: plus de 66.000 comptes ouverts à fin août 2022

Le nombre de comptes bancaires relevant de la finance islamique s'est élevé, à fin août 2022, à plus de 66.000 comptes, soit une hausse annuelle de 152%, a fait savoir, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Exportations hors hydrocarbures : près de 4 milliards USD à fin août 2022

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont atteint près de 4 milliards USD à fin août 2022, soit une hausse annuelle de 42%, a indiqué, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.



Le Premier ministre devant les députés : «5.000 milliards de dinars en transfert sociaux»

Benabderrahmane a précisé que ce montant englobait les transferts sociaux directs et indirects. Le budget annuel affecté aux transferts sociaux a dépassé les 5.000 milliards DA, a fait savoir, aujourd'hui à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.



Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN) : «L'Algérie avance sur la voie démocratique»

« La complémentarité à laquelle tout un chacun aspire tend à concrétiser le plan d'action du Gouvernement débattu et adopté par les députés », a-t-il souligné. L'Algérie avance sur la voie de la véritable pratique démocratique promise par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, aujourd'hui à Alger, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali.



[Il a exhibé, hier, des chiffres élogieux devant les députés : Benabderrahmane défend son plan](#)

« Le nombre des importateurs est passé de 43.000 à 13.000 opérateurs... ». Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a précisé, hier à l' APN, que «l'action du gouvernement (21 septembre 2021-août 2022), s'est articulée sur la poursuite des réformes politiques et institutionnelles profondes...». Ces réformes, poursuit-il, «ont été consacrées en vertu de la révision constitutionnelle, notamment à travers l'élaboration des textes juridiques y afférents et la mise en place de l'ensemble des organes et instances constitutionnels créés ou dont les statuts ont été modifiés».



[Investissements étrangers, sécurité alimentaire, transition énergétique, pouvoir d'achat... Les challenges de 2023](#)

Le pays s'est fixé comme objectif de se doter du chaînon manquant indispensable à la diversification de son économie : attirer les investisseurs étrangers. 2023 ne différera pas a priori de 2022. Elle sera dans son prolongement tant que les défis qu'entend relever le pays ne seront pas encore atteints. Celui de sa diversification économique, notamment qui occupe une place centrale dans la feuille de route fixée par le président de la République. Le sillon a certes été tracé, il ne reste donc qu'à l'emprunter, ne pas dévier de cette trajectoire.



[Débat autour de la déclaration de politique générale du gouvernement : Les députés relèvent l'absence de chiffres](#)

Le chef de l'État est invité à prononcer un discours à l' APN. Le premier député à ouvrir les débats sur la déclaration de politique générale du gouvernement, Mounder Bouden du RND, également vice-président de l'APN a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à descendre à l'assemblée en vue de prononcer un discours d'autant plus qu'il avait encensé cette assemblée dans son allocution lors de la dernière rencontre gouvernement-walis. Plusieurs députés ont relevé l'absence de chiffres sur les réalisations dans ladite déclaration, présentée, hier, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.



Exportations hors hydrocarbures : Benabderrahmane :«Près de 4 milliards USD à fin août 2022»

La balance des paiements a enregistré un excédent de l'ordre de 9,1 Mds Usd, contre un déficit de 4,4 Mds Usd durant la même période en 2021, selon le Premier ministre. La balance des paiements a enregistré un excédent de l'ordre de 9,1 Mds Usd, contre un déficit de 4,4 Mds Usd durant la même période en 2021, selon le Premier ministre.



L'action du Gouvernement s'est articulée autour de la poursuite des réformes politiques et institutionnelles

L'action du Gouvernement s'est articulée essentiellement, durant la période allant de septembre 2021 à août 2022, autour de la poursuite des réformes politiques et institutionnelles profondes décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.



Exportations hors hydrocarbures : près de 4 milliards USD à fin août 2022

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont atteint près de 4 milliards USD à fin août 2022, soit une hausse annuelle de 42%, a indiqué, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.



Finance islamique : plus de 66.000 comptes ouverts à fin août 2022

Le nombre de comptes bancaires relevant de la finance islamique s'est élevé, à fin août 2022, à plus de 66.000 comptes, soit une hausse annuelle de 152%, a fait savoir, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.



Aimene Benabderrahmane devant les députés : «protéger l'économie nationale de l'inflation importée»

Le premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a entamé ce lundi devant l'Assemblée populaire nationale (APN), la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement.



Benabderrahmane à l'APN : «Le gouvernement veille à concrétiser les 54 engagements du président Tebboune»

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présenté, ce lundi devant les députés la déclaration de politique générale de son gouvernement. Durant une heure et demie, Benabderrahmane a confirmé, arguments à l'appui, que l'heure n'est plus à l'alarmisme. Clair, net et précis, le chef de l'Exécutif a décliné dans le moindre détail les réalisations accomplies par chaque secteur durant l'année écoulée. Ces acquis qu'il qualifie «d'importants» traduisent la volonté de l'Etat à sortir de la léthargie du passé.



Mouvement des capitaux de et vers l'étranger : Préserver l'argent du peuple par tous les moyens.

Pour lutter contre les infractions à la législation de changes et aux mouvements de capitaux et vers l'étranger, le président de la République a exigé du gouvernement « l'introduction de lourdes peines dans la législation pour mieux réprimer cette pratique ».



Etat social : Préservé en dépit de la conjoncture difficile

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé que «la conjoncture difficile qu'a connue notre pays n'a pas eu raison de la détermination de l'État à préserver son caractère social», relevant que les efforts de l'État en matière de renforcement des acquis sociaux «ont été traduits par l'amélioration de la place de l'Algérie dans les classements internationaux».



Economie : La reprise

M. Benabderrahmane souligne que ce bilan — qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 111 de la Constitution — met en évidence les acquis engrangés durant la période s'étalant de septembre 2021 à août 2022 ; «une période marquée par un contexte national et international particulièrement complexe et caractérisé par les effets récurrents induits par la pandémie de la Covid-19 et par le contexte géopolitique». «En effet, le début de reprise de l'économie mondiale a été marqué par la détérioration de l'environnement géopolitique international, en suscitant notamment des incertitudes autour de l'investissement et du mouvement des flux de commerce extérieur.



Atteintes à l'économie nationale : Les mises en garde du chef de l'Etat

«L'atteinte à l'économie nationale ne relève pas du délit, mais du crime qui ne saurait être pardonné, tout autant que les infractions à la réglementation des changes et des mouvements des capitaux, qui constituent elles aussi un crime nuisible aux intérêts du pays et exige l'application des peines les plus lourdes».



Transparence

Avalisée par le Conseil des ministres, la déclaration de politique générale que soumet le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, aux députés de l'APN, comporte des chapitres relatifs au bilan d'action du gouvernement, couvrant la période allant de septembre 2021 à août 2022, à savoir la consolidation de l'État de droit et la rénovation de la gouvernance, la relance économique, la promotion de la ressource humaine, une politique sociale prenant en ligne de compte les besoins des citoyens, une politique étrangère proactive, le renforcement de la sécurité et de la défense nationales.



Projet de loi de finances 2023 : Filet anti-inflation et coup de pouce aux ménages

Le texte examiné en Conseil des ministres vise à prévenir de nouvelles hausses des prix et de nouvelles charges fiscales sur les ménages. La question qu'il incite à poser est de savoir, à travers l'adoption reportée d'une semaine de cette prochaine nouvelle loi de finances, si l'augmentation des salaires et des pensions de retraite décidée par le Chef de l'Etat sera conséquente et si la réforme des subventions sera de nouveau reportée.



Présentant la Déclaration de politique générale du gouvernement à l'APN: Benabderrahmane insiste sur le caractère social de l'Etat

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présenté, hier, devant les députés, la Déclaration de politique générale du gouvernement. Tous les volets liés au travail de l'exécutif ont été évoqués.



رغم إلزام شهادته في ملف "الفيزا: "التأمين على السفر.. حقوق يجهلها الجزائريون!

لم تعد الحياة مؤمنة، في ظل زيادة الحوادث، وانتشار الأمراض المعدية، والموت المفاجئ، حيث يحمل السفر سواء داخل أم خارج الوطن، الكثير من المفاجآت، التي قد تقلب متعة هذه الرحلة رأسا على عقب.. وفي ظل هذه المخاوف المهددة للأشخاص، خلال سفرهم، فرضت الكثير من الدول الأوروبية، التأمين عن السفر، كوثيقة ضمن ملف تأشيرة السفر إليها...



الأسواق تتربح اجتماع تحالف "أوبك+" الأربعاء المقبل: انتعاش مفاجئ لأسعار النفط عشية التحضير لقانون المالية

تعافت أسعار النفط بشكل واضح ومفاجئ في بداية التعاملات الأسبوعية، وتداركت خسائر الأسابيع الماضية، تزامنا واقتراب موعد اجتماع تحالف "أوبك+" الذي سيكون حضوريا بفيينا النمساوية لأول مرة منذ انتشار جائحة كوفيد-19، وهو الانتعاش الذي يأتي في وقت تحضر فيه الحكومة الجزائرية قانون المالية الجديد.



الطابع المحلي يطغى على المناقشات رغم توصيات الأحزاب: النواب يرصدون تفاوتات بين الوزراء في أداء الحكومة

ركز نواب المجلس الشعبي الوطني في تقييمهم لبيان السياسة العامة للحكومة على "تفاوت أداء بعض القطاعات، لاسيما تلك المعنية بتسيير شؤون المواطن في حياته اليومية"، مع التأكيد على ضرورة "وضع نظرة استشرافية بخصوص الملفات التي تعود إلى الساحة الوطنية في كل مرة مثل الحرائق التي باتت تتطلب وضع مخططات أكثر حزما لمواجهة مخلفاتها المأساوية."



الوزير الأول: 9 ملايين شخص استفادوا من تخفيض الضريبة على الدخل الإجمالي

كشف الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، أن الحكومة وضعت عدة إجراءات وتدابير من أجل تحسين القدرة الشرائية وتخفيف العبء على المؤسسات بفعل جائحة كورونا التي ظربت الإقتصاد العالمي.



Benabderrahmane déroule son bilan

Aimene Benabderrahmane a dressé le bilan des actions de son gouvernement durant les 12 derniers mois, affirmant que les exportations hors hydrocarbures du pays ont atteint près de 4 milliards de dollars à fin août 2022.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Comme prévu, le Premier ministre, Aimene Benabderrahmane, a présenté, hier lundi à l'APN, la déclaration de politique générale du gouvernement, en dressant le bilan des actions menées par l'Exécutif entre septembre 2021 et août 2022.

Dans son très long discours prononcé devant les députés, en majorité acquis, il a affirmé que les exportations algériennes hors hydrocarbures ont atteint près de 4 milliards USD à fin août 2022 ; un chiffre qui s'approche de l'objectif tracé d'ici la fin de l'année, à savoir 5 milliards de dollars.

Sans donner de détails, le Premier ministre a indiqué que les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une hausse sensible de 42%, passant de 2,61 Mds USD fin août 2021, à près de 4 Mds USD fin août 2022.

Dans un contexte économique mondial favorable, marqué par une forte hausse des prix du pétrole et du gaz, M. Benabderrahmane a fait savoir que la balance commerciale a enregistré un excédent de près de 14 Mds USD à fin août 2022, contre un déficit de 862 millions USD durant la même période de 2021.

La balance des paiements a enregistré, elle aussi, un excédent de l'ordre de 9,1 Mds USD, contre un déficit de 4,4 Mds USD durant la même période en 2021, selon le Premier ministre qui a expliqué que l'Algérie a osuré, en 2021, à la reprise de l'activité économique après une baisse significative enregistrée en 2020 du fait de la pandémie de la Covid-19.

Ainsi, le taux de croissance enregistré en 2021 était de l'ordre de +4,7%.

Concernant l'inflation, il a souligné que l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de +7,2% à fin 2021, contre +2,4% à fin 2020, expliquant que cette inflation est principalement tirée par les produits alimentaires (+10,1%) et les produits manufacturés (+6,3%).

Et de soutenir que le gouvernement a axé ses efforts en 2021 sur le maintien de la stabilité des principaux indicateurs macro-économiques et la réduction des déséquilibres internes et externes.

Dans ce contexte, l'orateur a défendu la décision de l'interdiction de l'importation de certains produits, expliquant que l'objectif recherché était de réduire la fac-

ture d'importation, d'encourager la production nationale, d'organiser et de réguler le marché, mais aussi de lutter contre la fraude en matière de transferts de capitaux vers l'étranger. Il s'agit aussi d'assainir le nombre des importateurs de marchandises destinées à la revente en l'état qui est passé de 43 000 à 13 000 importateurs.

Le Premier ministre a parlé longuement, en outre, sur les questions sociales faisant savoir que le budget annuel affecté aux transferts sociaux directs et indirects a dépassé les 5 000 milliards DA.

La dépense sociale a atteint ces deux dernières années une moyenne annuelle de 440 milliards de dinars, ce qui dénote, selon lui, «la détermination de l'État à préserver son caractère social».

Au titre des mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat, il a cité l'exonération des salaires inférieurs à 30 000 DA de l'impôt sur le revenu global (IRG) qui a concerné plus de 5 millions de personnes, dont 2,6 millions de retraités, représentant une dépense fiscale de plus de 84 milliards DA/an.

Il a cité également la réduction des taux de l'IRG dans le cadre de la loi de finances 2022, une mesure qui a profité à plus de 9 millions de citoyens pour une dépense fiscale de plus de 195 milliards DA. Par ailleurs, le gouvernement a veillé au renforce-



ment du stock national de céréales, en apportant un appui financier important à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), estimé à plus de 900 milliards DA en 2021 et 2022.

Au chapitre politique, le Premier ministre a soutenu que l'action gouvernementale s'était appuyée sur le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs économiques et des partenaires sociaux en vue de garantir le succès du processus d'édification de l'Algérie nouvelle.

Il a ajouté que l'action du gouvernement s'est articulée autour de la poursuite des réformes poli-

tiques et institutionnelles «profondes» décidées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune et consacrées en vertu de la révision constitutionnelle, notamment à travers l'élaboration des textes juridiques y afférents et la mise en place de l'ensemble des organes et instances constitutionnelles créés ou dont les statuts ont été modifiés.

Sur le plan médiatique, l'orateur a évoqué les démarches entreprises pour l'élaboration de 3 projets de loi relatifs au secteur, faisant état, de «l'hébergement de 16 chaînes TV offshore».

K. A.

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

«La modernisation est une nécessité, pas un choix»

La construction économique repose sur de nouveaux dispositifs. Toutes les méthodes adoptées par le passé n'ont pas donné les résultats escomptés ni les objectifs attendus. C'est pour cette raison qu'il est impératif de changer les outils de fonctionnement de l'économie. Les structures et les institutions mises en place cette année dans le cadre de la lutte contre la corruption, ainsi que les mécanismes de gestion sont appelés à donner un nouveau souffle à l'économie nationale et en même temps la chance aux compétences nationales.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - L'expert en économie Hamza Boughadi l'a expliqué hier lundi sur les ondes de la Chaîne 1. La nouvelle démarche gouvernementale prouve, selon lui, que l'activité économique va fonctionner avec des outils modernes. C'est dans ce sens, rappelle-t-il, qu'elle répond à la politique économique tracée par le président de la République. «La modernisation n'est plus un choix mais une nécessité et une obligation», fait-il savoir. Ajoutant que :

«L'ouverture sur le monde impose l'adaptation aux exigences mondiales, avec ses normes et ses outils de gestion.» Pour cela, il explique que les outils scientifiques permettent d'évaluer les activités des instances gouvernementales, avec des chiffres et des preuves, citant à titre d'exemple l'état d'avancement des projets dans un secteur déterminé. Les enregistrements et les récoltes d'informations obéissent à une échelle de valeurs qui permet d'évaluer toutes les actions, explique-t-il.

L'expert en économie estime que le recours aux technologies nouvelles et à la numérisation dans la gestion de l'activité économique et sociale génère la transparence. Et de ce fait, il ajoute que l'implantation urgente de ces nouveaux outils permettra d'accompagner «au plus vite» les actions menées par le gouvernement.

Revenant au chapitre du contrôle, il dira que par le passé, l'État avait investi des sommes colossales dans des projets, mais la traçabilité était absente. C'est pour dire que l'action de réévaluation ne trouve pas les preuves ni les chiffres réels nécessaires pour le contrôle. «Toutes ces notions figurent à présent dans les transformations économiques et le nouveau rythme de gestion enclenché par le gouvernement», explique Hamza Boughadi.

La corruption n'est pas liée au gestionnaire ni au poste, mais elle se situe « en amont ». Et de ce fait, il dira que la culture de lutte contre la corruption repose en partie sur la moralisation de la vie publique. «La gestion de l'économie nationale repose d'abord sur le pouvoir de l'État et de la loi, mais on doit aussi veiller sur la dimension de la valeur du travail et l'évaluation de l'effort fourni où l'aspect de la moralité est intimement lié à la gestion économique en tant que colonne vertébrale de tout développement», a-t-il argumenté.

Enfin, parlant des nouvelles réformes, l'économiste dira que l'Algérie a engagé un ensemble de réformes économiques dont la loi sur l'investissement qui est appelée à booster ce secteur, car elle est le socle de la construction économique, mais aussi les réformes financières et fiscales qui doivent accompagner ces réformes. «Il s'agit avant tout d'attirer l'investisseur national et étranger», souligne-t-il. C'est dans ce contexte qu'il dira que pour accéder à ces nouvelles réformes, il faut développer l'arsenal juridique et l'aligner aux normes mondiales. Et pour cela, il estime qu'une formation spécialisée s'impose dans tous les secteurs financiers afin d'accéder à ce nouveau climat économique.

A. B.

الوزير الأول يعرض بيان السياسة العامة

ملتزمون بإصلاحات الرئيس.. وحماية معيشة الجزائريين

■ نتطلع إلى بناء جزائر جديدة قوية يضطلع بها أبناؤها ■ العمل الحكومي يركز على الحوار والتشاور ■ الإصلاحات الكبرى تحتاج جميع القوى الحية في البلاد ■ لهذا السبب لم تكتمل بعض المشاريع



عرض أمس الوزير الأول أمين بن عبد الرحمان، بيان السياسة العامة للحكومة، أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، الذين كانوا حاضرين بقوة، بغية تقييم حصيلة الحكومة، وخلال ساعة وأربعين دقيقة تجاوب ممثلو الشعب مع كلام الوزير الأول بشكل إيجابي.

هيام لعيون

تصوير: عباس تيلوية

حرص الوزير الأول خلال تلاوته لبيان السياسة العامة للحكومة، بشاعة الجلسات بالفرقة السفلى بالبرلمان على تقديم أهم إنجازات رئيس الجمهورية عبد المجيد تون، خاصة وأن برنامج عمل الحكومة مستمد من برنامج الرئيس، وقال في بداية مداخلته «إن مخطط عمل الحكومة، الذي يندرج ضمن استراتيجية تجسيد الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية الكبرى، التي يباشرها رئيس الجمهورية منذ بداية سنة 2020، قد صادق عليه مجلسكم الموقر بتاريخ 17 سبتمبر، 2021، مضيفا « هذه الحصيلة تسلط الضوء على أهم الإنجازات التي حققتها مختلف القطاعات خلال الفترة الممتدة من سبتمبر 2021 إلى غاية أوت 2022.

وأشار الوزير الأول إلى أن تعزيزية الحكومة لم تتوقف ولم يشها في الوفاء بالتزاماتها من أجل تطبيق برنامج عملها المستمد من التزامات رئيس الجمهورية الأربعة والخمسين (54)، بالرغم من الوضعية الصعبة التي عرفتها بلادنا، نتيجة تداعيات البيئة الاقتصادية والجيوية. سياسية الدولية.

وشدد أمين بن عبد الرحمان على أن « العمل الحكومي ارتكز على الحوار والتشاور مع جميع الفاعلين الاقتصاديين والشركاء الاجتماعيين والفاعلين من المجتمع المدني في إطار مسار تشاركي هدفه إنجاز مسار بناء الجزائر الجديدة من خلال رؤية واضحة للإصلاحات الكبرى، التي يبقى نجاحها رهين تجند جميع القوى الحية في البلاد.

كما دافع الرجل الأول في الجهاز التنفيذي عن برنامجهم وحصيلته السنوية، من خلال إبرازهم الأرقام والمؤشرات التي تحققت لغاية اليوم، من خلال تذكيره بالسياق العام الذي تم فيه تنفيذ مخطط عمل الحكومة، وكذا الظروف التي اتسمت بها هذه الفترة على الصعيدين الوطني والدولي.

وأشار الوزير الأول، قبل فتح النقاش أمام النواب، إلى أن المشاريع التي لم تكتمل، في إطار برنامج الحكومة الممتد إلى سنة 2024 يرجع لكون الأجال التي حددت لها، قد تمتد إلى غاية سنة 2024، وهو ما ينطبق بالنسبة لبعض النشاطات التي ورنيت في برنامج عمل الحكومة، والتي لم تتم الإشارة إليها في بيان السياسة

ذات الصلة.

الجيش يواصل دحر بقايا الإرهاب..

وختم الوزير الأول عرضه لبيان السياسة العامة للحكومة، بالتنويه بمجهودات الجيش الوطني الشعبي، في خضم الوضع الجيوسياسي الإقليمي والدولي، وهو الذي يعكف دون هواده على تسخير جميع الوسائل البشرية والمادية وتوفير كل الشروط لتطوير وتعزيز قدرات النظام الوطني للدفاع، حيث يعمل على تأمين الحدود والحفاظ على السيادة الترابية من خلال تمكين أنظمة المراقبة والحماية المنتشرة على امتداد الحدود البرية والقضاء البحري والجوي للسيادة.. مكافحة الإرهاب ومختلف أنواع الجريمة المنظمة من خلال تكثيف الضغط المعاصر على بقايا الإرهاب عن طريق زيادة العمليات الهجومية التشغيلية.

وقال في السياق «قد أثبتت العملية التوعوية التي جرت في ناحية سكيكدة في أفريل 2022 على اليقظة والجاهزية الدائمة لوحدات الجيش الوطني الشعبي، مكافحة الجريمة المنظمة العابرة للحدود، لاسيما التهريب وتجارة المخدرات، وكذا الهجرة غير الشرعية والاتجار بالبشر، بما في ذلك حماية المناطق والمواقع الحساسة التي تشكل انشغالا كبيرا أيضا للجيش الوطني الشعبي الذي يستمر، بدعم لا ينتهي من الحكومة وبالتعاون الوثيق مع مصالح الأمن الأخرى في مكافحة هذه الظواهر الإجرامية دون هواده». وذكر الوزير الأول بحجز 61 طنا من الكيف المعالج، 29 كيلوغراما من الكوكايين، 13,7 مليون قرص مهلوس، كما تم حجز 1.9 مليون لتر من الوقود كانت موجهة للتهريب، مبرزا تعزيز قدرات الجيش في مجال السدقاع السيبراني ومكافحة جميع أشكال الجريمة الإلكترونية، لاسيما من خلال إنشاء الوكالة الوطنية لأمن الأنظمة المعلوماتية.

وأشار في هذا الإطار إلى تكثيف التعاون العسكري لاسيما مع بلدان الساحل، حول مسائل مكافحة الإرهاب والتخريب والجريمة المنظمة العابرة للحدود مع مختلف المنظمات الحكومية الدولية والإقليمية.

العامة للحكومة، وهذا يضيف أمين بن عبد الرحمان. راجع لكون أن آجال إطلاقها لم تكن بعد، مردفا « وأنا على يقين، بأننا نتقاسم جميعا التطلع إلى بناء جزائر جديدة قوية، وأمنة ومستقرة ومزدهرة يفخر بها أبناؤها أينما وجدوا، كما سطره رئيس الجمهورية في برنامجه النهوضي الذي نعكف جميعا على تطبيقه دون كلال».

تجسيد الإصلاحات وفق التعديل الدستوري

وعاد الوزير الأول، للتفصيل في بيان السياسة العامة للحكومة، بالأرقام والإحصائيات والمؤشرات وفي جميع الجوانب، وحول ما تعلق بتكريس دولة الحق والقانون وتجديد الحوكمة، أكد الوزير أنها تندرج «في إطار مواصلة تجسيد الإصلاحات السياسية والمؤسسية العميقة التي قررها رئيس الجمهورية، والمكثمة بموجب التعديل الدستوري، لاسيما من خلال إعداد النصوص القانونية ذات الصلة ووضع كافة الأجهزة والهيئات الدستورية المستحدثة أو التي تم تعديل قوانينها الأساسية».

وأبرز، أنه من أجل ضمان سلامة وأمن الأشخاص والممتلكات، شرعت الحكومة في إعداد الإستراتيجية الوطنية للموقاية من عصابات الأحياء ومكافحتها، كما تم تصويب قطب جزائري وطني لمكافحة الجرائم المرتبطة بتكنولوجيا الإعلام والاتصال، وإعداد قانون متعلق بمكافحة المضاربة غير المشروعة واستكمال إعداد مشاريع قوانين متعلقة بأمن وسلامة حركة المرور، وكذا بالوقاية من المخدرات والمؤثرات العقلية وقمع الاتجار غير المشروع بهما.

وأورد الوزير الأول أن العمل المعياري للحكومة قد نُجج بصدور 35 نصا تشريعيًا و1.435 نصا تنظيميًا، مع صدور 19 قانونًا مرتبطًا بتنفيذ التعديل الدستوري، فضلًا عن تصويب جميع المؤسسات والهيئات الدستورية

مشروع قمع مخالفات حركة الصرف ورؤوس الأموال في أعين الخبراء

حماية المال العام وطمأننة المتعاملين الاقتصاديين من أولويات الرئيس تبون

أكد الخبير الاقتصادي، عبد القادر مشدال، أمس، أن مشروع القانون المتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج والذي تناوله أول أمس، مجلس الوزراء، يعد آلية مهمة لاستعادة الثقة بين أصحاب القرار والمتعاملين الاقتصاديين في السوق الوطنية.

ملبكة. خ.



وأكد كورتيل، على ضرورة تشديد العقوبات من خلال تسقيف المبلغ الذي يصنف ضمن الفعل الجنائي، رغم أن كل عملية تحويل للأموال مهما كان حجمها يعد عملا جنائيا. وقال إن الجانب العقابي وحده لا يكفي، مشيرا إلى ضرورة البحث عن حلول عملية على غرار استقطاب الاستثمار الأجنبي عبر تقديم امتيازات، مع تحسيس المستثمرين المحليين والأجانب بالمزايا التي تتمتع بها الجزائر على غرار الاستقرار والأمان. وأضاف أنه على المؤسسات الجزائرية إعادة النظر في آليات الرقابة حول طرق وأساليب تحويل الأموال من الجزائر إلى الخارج، خاصة تجاه الجهات المعروفة كتركيا والإمارات العربية المتحدة وأستراليا وفرنسا وبعض الدول الآسيوية.

العمليات الاستثمارية، ومن ثم تسهيل خروج رؤوس الأموال بطريقة رسمية واستثمارها في الخارج لتعود عائداتها بالإيجاب على الجزائر. وقال الخبير القانوني، عبد الحفيظ كورتيل من جهته، أن تحويل الأموال بطرق غير قانونية، يعد جريمة بشكل جنحة مع عقوبات تبدو غير مناسبة قياسا بخطورة هذه الجريمة التي تعس بالاقصاد الوطني. وأضاف، أن العديد من الأفراد والمؤسسات الوطنية والأجنبية يقومون بتحويل الأموال نحو الخارج بطرق ملتوية، مما يسبب تزييفا كبيرا للعملة الصعبة، موضحا أن الحديث عن الأموال عبر تضخيم الفواتير أو المبالغة في أجور العمال الأجانب يهدف إلى تحويل الأموال واستعمالها لأهداف خارجة عن القانون.

هذه السوق يقارب 100 مليار دولار وفق التصريحات الرسمية. وقال الخبير عبد القادر مشدال، أن تسوية هذا الإشكال والحد من الممارسات غير الرسمية مرتبط بآزواجية قيمة الدينار، مضيفا أن المشاريع التي كانت ترم صفقاتها خارج الإطار الرسمي ستدخل بطريقة سلسلة في الإطار الرسمي، شريطة اعتماد الشفافية كون المعاملات التجارية مع الخارج تتم وفق خبرة على مستوى الأسواق والتي تتضمن معلومات متعلقة بطبيعة المنتج موضوع الصفقة. وأشار بخصوص حركة الأموال المتعلقة بالاستثمار إلى ضرورة فتح المجال أمام رجال الأعمال الجزائريين للاستثمار بجزء من رؤوس أموالهم في الخارج، عن طريق بورصة الجزائر التي لها خبرة في مراقبة

وأبرز الخبير الاقتصادي في اتصال مع "المساء"، أهمية اعتماد الشفافية في تطبيق القانون، لاستظهار القواعد المطبقة على كل المتعاملين في السوق الوطنية، ومن ثم تكوين رؤية حول خصوصية الصفقات المعتمدة على مستوى التعاملات مع الخارج.

وقال في السياق بضرورة التفريق بين المتدخلين في التحويلات المالية الذين يمثلون في الأفراد والمؤسسات في القطاعين العام والخاص، مشيرا إلى أن تجريم المساس بالاقصاد الوطني يعد الوسيلة الأمثل للحد من إخراج الأموال بطريقة غير شرعية عبر المطارات والموانئ باتجاه جهات خارجية.

وأضاف مشدال، أن حجز أموال طائلة في الأونة الأخيرة، يؤكد على ضرورة وقف هذه العمليات أو الحد منها على الأقل، مؤكدا في هذا الصدد على ضرورة الأخذ بعين الاعتبار قيمة الدينار، لتضيق هامش المناورة للمهربين.

وتطرق الخبير الاقتصادي إلى إشكالية وجود سوق موازية ورسمية، مشيرا إلى أن التخلص من الأولى يكمن في تبني آليات نقدية على المدى المتوسط والطويل، بإشراف بنك الجزائر، للقضاء على ممارساتها غير القانونية خلال سنوات، علما أن حجم رؤوس الأموال في



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger